



## FAITS MARQUANTS DE LA CLD CDP 12: JEUDI 15 OCTOBRE 2015

Les participants à la CLD CdP12 se sont réunis au sein du CST dans la matinée et l'après-midi. Un dialogue en plénière avec les OSC a également eu lieu dans l'après-midi. Les Groupes de contact se sont réunis au cours de la journée, pour aborder les projets des décisions relatives aux ordres du jour de la CdP, du CRIC et du CST.

### PLÉNIÈRE

**DIALOGUE AVEC LES PSC:** Sedat Kadioglu, du Ministère turc des forêts et des affaires liées à la ressources en eau, a ouvert le session, qui a été modérée par Noel Oettlé, du Groupe de suivi environnementale, Afrique du Sud. Rajeb Boulharouf, du Secrétariat de la CLD, a introduit le thème « Démystifier la NDT avec les contributions des OSC », et a remercié la Turquie et la Suisse pour leur soutien financier au Groupe de discussion de la société civile.

Dans une intervention thématique, Jonathan Davies, de l'UICN, a souligné que la GDT peu, entre autres: soutenir la réduction de la pauvreté; contribuer à l'atténuation et à l'adaptation aux changements climatiques; contribuer à la conservation de la biodiversité; soutenir la sécurité alimentaire; réduire les risques de catastrophe; et protéger les bassins versants. Il a salué les efforts des OSC pour soutenir la NDT et a appelé à mettre l'accent sur le renforcement de la gouvernance des ressources naturelles et la garantie des droits humains, de l'équité de genre et de la sécurité foncière.

Aissatou Billy Sow, AGUIPER, Guinée, a présenté les expériences des OSC dans la mise en œuvre d'activités de GDT en Afrique. Elle a souligné le besoin d'élaborer davantage les indicateurs de la dégradation des terres, et de renforcer la présence des OSC dans les PAN et dans les Cadres d'investissements intégrés. Marioldy Sánchez Santivañez, AIDER, Pérou, a présenté des exemples de bonnes pratiques de GDT en Amérique Latine et dans les Caraïbes incluant les populations locales. Elle a souligné que toute initiative de NDT doit être l'occasion de renforcer les PAN et doit pouvoir s'y intégrer.

Tanveer Arif, SCOPE, Pakistan, a décrit divers projets de réhabilitation des terres conduits par des OSC dans la région asiatique. Exprimant des inquiétudes quant au fait que les communautés pourraient être les « perdants en fin de compte » dans les investissements de NDT, il a appelé à équilibrer les approches sociales et écologiques, avec le consentement des communautés concernées. Serkan Aykut, Association des foresters de Turquie, a décrit des activités d'information, y compris un programme de télévision sur la réduction des effets du changement climatique, des excursions étudiantes dans les forêts et la distribution de semis arboricoles.

Gloria Musowa, Centre de formation agricole Kasisi, Zambie, a évoqué l'édition 2014 du Prix Équator à l'initiative qui a identifié 12 projets d'OSC couvrant des activités comme l'écotourisme, le reboisement communautaire et la récupération des eaux. Signalant la pertinence des questions relatives aux terres dans les ODD, Patrice Burger, de CARI, a indiqué que les

investissements dans l'agriculture sont quatre fois plus efficaces pour réduire la pauvreté que n'importe quel autre secteur. Il a décrit les nombreux services écosystémiques rendus par les sols et les terres, et a plaidé pour la mise en œuvre des ODD en dépit des incertitudes qui planent autour du concept de NDT. Il a déploré la très faible participation des pays Parties à ce dialogue plénière avec les OSC.

Oettlé a invité les pays inclus dans le projet pilote de NDT à partager leurs expériences. La TURQUIE a signalé que les données relatives à la NDT devraient être fondées sur le contexte et les capacités spécifiques de chaque pays. La NAMIBIE a indiqué que les cibles de son pays en matière de NDT sont axés sur la réduction de l'empiètement d'espèces ligneuses et sur l'amélioration des moyens de subsistance au niveau communautaire. Le SÉNÉGAL a souligné que la NDT requiert un changement de paradigme dans la gestion des terres dégradées, en mettant en exergue le solide engagement des OSC.

Le BÉNIN a noté que la NDT est l'objectif absolu de la Convention, et qu'elle n'est donc pas un concept. La TANZANIE a souligné que le NDT est un processus à long terme, qui requiert de convaincre pleinement les parties prenantes. L'ÉGYPTE et le GHANA ont suggéré de mettre l'accent sur l'engagement communautaire pour soutenir la GDT dans les zones rurales. Le PÉROU a salué les efforts des OSC visant à légitimer la GDT. La GUINÉE a appelé à équilibrer la dégradation et la réhabilitation

ENDA a appelé à des données fiables pour établir une « valorisation quantitatif » du travail des OSC. CIASE (Argentine) a souligné les immenses capacités qui se trouvent au niveau local. AFAD (Mali) a appelé à une volonté politique pour soutenir les OSC. Burger a souligné que 70% de la nourriture mondiale est produite par des petits exploitants. Mettant en garde sur le fait que les communautés qui perdent leur contact à la terre perdent également le contact avec leur culture, Oettlé a exhorté à mettre l'accent sur la conservation des terres avant l'atténuation de la dégradation. A la clôture de la réunion, Kadioglu a appelé à un « processus inclusif » pour soutenir la NDT.

### CST

**RELIER LES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES ET LA PRISE DE DÉCISIONS: Programme de travail de l'ISP pour la période biennale 2016–2017:** Cette discussion s'est appuyée sur les documents ICCD/COP(12)/CST/6 et ICCD/COP(12)/CST/INF.4. Hien Ngo, du Secrétariat de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), a présenté l'évaluation en cours de l'IPBES de la dégradation et restauration des terres (DRT), programmée pour être conclue en 2018. Elle a affirmé que l'IPBES collecte et analyse les connaissances existantes, et offre des outils de renforcement des capacités et de soutien politique, sur la base des demandes formulées par les membres et les conventions. La TURQUIE a demandé des éclaircissements sur la façon dont l'évaluation de la DRT entre dans le programme de travail de l'ISP, et l'IPBES a répondu que la demande en avait été formulée dans une décision de la CdP. Le MALI a suggéré un processus de validation conjoint entre



la CDB et la CLD. Les ÉTATS-UNIS ont demandé à connaître les contributions relatives aux outils et aux approches. Ngo a répondu que ceux-ci seront sélectionnés par les experts.

Le Président du CST Safriel, en tant que Président de l'ISP, a présenté le programme de travail de l'ISP pour la période biennale 2016-2018. Il a avancé que le programme de travail est centré sur la NDT, la dégradation des terres et la GDT ainsi que les interconnexions avec le changement climatique, et les terres déjà dégradées, et a précisé que l'ISP travaillera en coordination avec l'IPBES, le GTIS, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et le Rapport mondial sur les terres.

L'UE a encouragé l'ISP à forger davantage de partenariats avec d'autres organisations travaillant sur la NDT en relation aux ODD. Le MAROC s'est interrogé sur le rôle du CST dans les discussions relatives aux liens entre la CLD et la CCNUCC. Saluant le partenariat établi entre l'ISP et le Partenariat mondial sur les sols, la TURQUIE a souligné l'importance des activités de coordination dans la mesure où elles portent sur des services rendus par les sols. L'IRAK a fait observer les liens entre les terres, le bétail, l'eau et la prévention de la dégradation. L'ÉGYPTE a souligné le besoin d'enquêter sur les façons de sauvegarder les terres non dégradées, et d'encourager les investissements de prévention de la dégradation des terres. L'ÉTHIOPIE a souligné le besoin de tenir compte des moyens de subsistance dans les activités de planification territoriale. La CHINE a demandé des éclaircissements sur les répercussions des « augmentations de terres affectées » dans les pays voisins. La SUISSE a suggéré de donner mandat à l'ISP pour affiner plus avant le concept de NDT. La NORVÈGE a suggéré que le CST informe les experts nationaux sur le calendrier de l'évaluation de l'IPBES pour accroître leur participation et la pertinence de l'évaluation pour les pays. Le JAPON a demandé des éclaircissements sur la portée et la méthodologie pour opérationnaliser la NDT. La NAMIBIE a souhaité examiner les événements extrêmes et maximiser la productivité des terres. Notant que l'ISP vise à démontrer scientifiquement les synergies entre la GDT et le changement climatique, les PHILIPPINES se sont demandées si la CCNUCC a pris cette même direction. L'ITALIE a suggéré de coordonner les travaux de l'ISP sur les aléas climatiques extrêmes avec les programmes et organisations internationaux existants. L'INDONÉSIE a souligné le lien entre la fumée et le brouillard dans la dégradation des terres de son pays. La FAO a indiqué que sa vision de la durabilité prévoit l'amélioration de l'efficacité dans l'utilisation des ressources, l'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural et du bien-être social, le renforcement de la résilience des personnes et des écosystèmes, et le renforcement d'une gouvernance efficace des systèmes naturel et humain. Les OSC ont souligné leur rôle dans la collecte et la diffusion de connaissances sur les pratiques locales et traditionnelles, par exemple à travers le PCDS. Safriel a répondu, entre autres, que le concept de NDT doit intégrer la remise en service des terres productives, ainsi que la restauration des services écosystémiques dans leur ensemble.

**PCDS et promotion de l'analyse et de la diffusion de meilleures pratiques:** Le Président du CST Safriel a invité le Secrétariat à présenter les documents ICCD/COP(12)/CST/7-ICCD/CRIC(14)/6 et ICCD/COP(12)/CST/INF.5. Hanspeter Liniger, du Secrétariat du WOCAT, a présenté le système de rapport du WOCAT pour les meilleures pratiques en matière de GST, et a encouragé à augmenter le niveau d'établissement de rapport par les Parties. Jeroen van Dalen, du Secrétariat de la CLD, a présenté un rapport d'avancement sur le PCDS, qui est conçu pour être le « pont entre les ponts » en facilitant l'accès à l'information relative aux meilleures pratiques dans les bases de connaissances existantes de la DDTS.

L'ÉQUATEUR a indiqué avoir présenté des informations à travers PRAIS et a demandé de l'aide pour télécharger ces informations à travers le WOCAT. L'ARGENTINE a demandé des éclaircissements sur la façon de transmettre les rapports nationaux à travers le WOCAT, et a appelé à relier le PCDS aux plateformes nationales de connaissances existantes. L'AFRIQUE DU SUD a demandé des informations sur: le critère de sélection des 15 pays choisis pour le projet pilote de WOCAT; les avantages d'être un partenaire du consortium WOCAT; et les méthodes de contrôle de qualité utilisées par le WOCAT et le PCDS.

La FAO a indiqué que les pays suivants ont été inclus dans le programme pilote du WOCAT: le Lesotho, le Nigeria, la Tunisie, Le Maroc, le Bangladesh, la Chine, la Thaïlande, les

Philippines, l'Argentine, le Panama, la Colombie, l'Équateur, la Turquie, l'Ouzbékistan, et la Bosnie-Herzégovine. La déléguée a appelé à des financements additionnels pour déployer le programme WOCAT sur d'autres pays. La Tanzanie a appelé au renforcement des capacités pour établir et transmettre les rapports à travers ce nouveau système.

Liniger a rapporté que l'information PRAIS est disponible et qu'il est possible de la chercher à travers le WOCAT, et a invité toutes les contributions sur la façon dont le matériel de la base de données WOCAT satisfait les besoins des utilisateurs. Le Secrétariat a indiqué qu'il transmet l'information, mais a estimé que la fiabilité dépend des partenaires.

**QUESTIONS DE PROCÉDURE: Annuaire d'experts indépendants:** Le Secrétariat a présenté le document ICCD/COP(12)/13. Les ÉTATS-UNIS ont suggéré que les experts soient identifiés à travers des sources alternatives, telles que le Google Scholar, plutôt que d'amener la Convention à investir dans un système sous-utilisé. L'ARGENTINE s'est dite préoccupée du fait que l'annuaire n'est rien d'autre qu'une liste d'experts qui ne jouent aucun rôle dans la Convention. Le MAROC a suggéré que chaque pays sélectionne des experts pour appliquer les meilleures pratiques. Le KENYA a noté le besoin de générer de l'intérêt pour la Convention parmi les experts de l'annuaire. Le Secrétariat a signalé que la Convention elle-même exige du Secrétariat la maintenance de l'annuaire. L'AFRIQUE DU SUD a exhorté tous les pays à actualiser leurs listes d'experts.

**Programme de travail pour la CST 13:** Le Président de la CST Safriel a invité chacun à transmettre ses commentaires sur la question et, en l'absence de tels commentaires, à indiquer que le projet de décision serait discuté dans le Groupe de contact du CST.

### GROUPES DE CONTACT

**Groupe de contact sur le Programme et le Budget:** Une réunion à l'heure du déjeuner a abordé, entre autres, une proposition d'augmentation de la réserve de travail (WCR) de 8,3% à 22% du budget annuel. Les participants ont demandé au Secrétariat de présenter des scénarios pour une WCR à 8,3%, à 10% et à 15%. Sur la question de la reclassification des postes, le Secrétariat a expliqué que la Secrétaire exécutive exerce son « autorité déléguée » dans la nomination du personnel de la CLD et qu'elle a suivi toutes les exigences de procédure équitable pour reclasser certains postes au sein du tableau du personnel. Le groupe a également discuté du coût de tenir la réunion du CRIC à Bonn, en Allemagne, certains demandant plus d'informations sur la contribution du pays hôte et d'autres signalant le Fonds de Bonn comme moyen de couvrir les coûts.

**Groupe de travail conjoint CRIC/CST:** Dans la soirée de jeudi, le groupe de contact a achevé son examen du projet de décision sur l'amélioration de la diffusion de connaissances, y compris les connaissances traditionnelles, les meilleures pratiques et les histoires de réussites, ainsi que le travail du PCDS. Le groupe a ensuite continué l'examen du projet de texte sur l'amélioration des procédures de communication de l'information ainsi que la qualité et les formats des rapports à soumettre à la CdP. Le Co-Président Mwandandu a demandé aux délégués de constituer un groupe informel pour poursuivre l'examen des décisions du CRIC dans la matinée de vendredi.

**Groupe de contact du CST:** Ce groupe s'est réuni tard dans la soirée pour examiner les projets de décisions restants, avec pour but de rassembler le groupe de contact pour une session finale vendredi matin afin d'achever le texte pour son adoption par la CdP.

### DANS LES COULOIRS

Pour cette quatrième journée de la CdP, certains ont trouvé que l'énergie et les salles combles de nombreux événements parallèles montraient en niveau d'engagement largement supérieur à celui des sessions principales, et certains délégués ont signalé la « participation extrêmement faible » des Parties au dialogue plénier avec les OSC. Certains s'attendaient à ce que les discussions s'enflamment dans les groupes de contact, malgré les rares échanges de positions initiales lorsque les points de l'ordre du jour ont été présentés dans chacun des organes de la CLD. Le CRIC et le CST sont tous deux programmés pour conclure leurs discussions vendredi, et les participants ont utilisé la réception vespérale donnée par le FEM pour se revigorer en vue des discussions tardives qui vont se tenir dans les groupes de contact des deux Comités.